



Peter Osborne est le commentateur du Daily Telegraph

La décadence morale de notre société est aussi grave au sommet qu'en bas de l'échelle sociale

Par Peter Osborne

David Cameron, Ed. Miliband et toute la classe politique britannique se sont réunis hier pour dénoncer les émeutiers. Ils étaient bien sûr en droit de dire que les actions de ces pillards, les incendiaires et les agresseurs ont été odieuses et criminelles, et que la police devrait bénéficier de plus de soutien.

Mais il y avait aussi quelque chose de très faux et d'hypocrite à propos de l'émotion et de l'indignation exprimées par le Parlement. Les députés ont parlé des événements terribles de la semaine, comme s'ils n'avaient rien à voir avec eux.

Je ne peux pas accepter cette vision. En effet, je crois que la criminalité dans nos rues ne peut pas être dissociée de la désintégration morale dans les plus hauts rangs de la société britannique moderne. Les deux dernières décennies ont vu une baisse terrifiante des normes de l'élite britannique au pouvoir. Il est devenu acceptable pour nos politiciens de mentir et de tricher. Une culture quasi universelle de l'égoïsme et la cupidité s'est développée.

Ce n'est pas seulement les jeunes errants de Tottenham qui ont oublié qu'ils ont des droits mais aussi des devoirs. Il en est de même du riche sauvage de Chelsea et Kensington. Il y a quelques années, je me suis rendu avec ma femme à un dîner dans une grande maison dans l'ouest de Londres. Un agent de sécurité montait la garde dehors, et on a beaucoup parlé de la « fracture Nord-Sud », que j'ai pris d'abord au premier degré jusqu'à ce que je réalise que mes hôtes faisaient allusion à la différence entre ceux qui vivaient au nord et au sud de « Kensington High Street ».

La plupart des gens qui vivent dans cette rue très chère ont été tout aussi déracinés et coupés du reste de la Grande-Bretagne que les jeunes, les chômeurs et les femmes qui ont causé de terribles dégâts ces derniers jours. Pour eux, la Bible, c'est le répulsif magazine Financial Times « Comment dépenser son argent ». Je suppose que peu d'entre eux se donnent la peine de payer l'impôt britannique s'ils peuvent l'éviter, et que les riches et les mieux lotis sont moins nombreux à ressentir un quelconque devoir envers la société qu'il y a seulement quelques décennies.

Pourtant, nous mettons au pinacle ces gens qui mènent une vie aussi vide. Il y a quelques semaines, j'ai remarqué un article dans un journal disant que le magnat des affaires Richard Branson a envisagé de déménager son siège en Suisse. Cette opération a été présentée comme un coup potentiel pour le chancelier de l'Échiquier, George Osborne, parce que cela signifiait moins de recettes fiscales.

Je ne peux pas m'empêcher de penser que dans un monde sain et décent une telle démarche serait un coup dur pour Sir Richard lui même, et non pour le chancelier. Les gens noteraient qu'un important homme d'affaires, riche et en vue, choisit d'éviter l'impôt britannique et ne se soucie pas d'eux. Au lieu de cela, il a été nommé Chevalier et est largement plébiscité.

Il en est de même du brillant détaillant Sir Philip. Son business ne pouvait pas survivre, mais pour la stabilité sociale et politique de la Grande-Bretagne, notre système transporte ses marchandises et nos écoles éduquent ses travailleurs.

Pourtant, Sir Philip, qui, il y a quelques années, a enregistré un extraordinaire dividende de £ 1000000000, ne semble pas avoir l'intention de payer beaucoup d'impôt sur ce montant.

Pourquoi personne ne se fâche ni le tient coupable? Je sais qu'il emploie de coûteux avocats fiscalistes et que tout ce qu'il fait est légal, mais il devrait être confronté à sa propre responsabilité éthique et morale, tout autant que le jeune voyou qui fracture une de ses boutiques pour le voler.

Nos politiciens – dressés sur leurs ergots à la chambre des communes hier - sont tout aussi mauvais. Ils se sont montrés prêts à ignorer la décence commune et, dans certains cas, à enfreindre la loi. David Cameron, est heureux d'avoir dans son gouvernement certains des pires contrevenants. Prenons l'exemple de Francis Maude, qui est chargé de lutter contre les gaspillages dans le secteur public – ce dont les syndicats prétendent qu'il s'agit d'un euphémisme signifiant faire la guerre aux travailleurs faiblement rémunérés. Pourtant, M. Maude gagne des dizaines de milliers de livres en violant l'esprit, mais pas la loi régissant les indemnités des députés.

Beaucoup de choses ont été dites au cours des derniers jours sur l'avidité des émeutiers à l'égard des biens de consommation, notamment à Rotherham. C'est précisément le député MacShane Denis qui fait remarquer : «Qu'est-ce que les pillards voulaient ? C'était pendant quelques minutes entrer dans le monde de la consommation de Sloane Street. » Venant d'un homme qui a notoirement facturé £ 5900 pour huit ordinateurs portables... Bien sûr, en tant que député, il a obtenu ces ordinateurs portables en les imputant légalement sur ses dépenses.

Hier, le vétéran député travailliste Gerald Kaufman a demandé au Premier ministre d'examiner comment ces émeutiers peuvent être «récupérés» par la société. C'est

pourtant bien le cas de Gerald Kaufman qui a soumis une note de frais de trois mois totalisant 14,301.60 £, et qui comprenait £ 8,865 pour une télévision Bang & Olufsen. Ou encore le député Blears Salford Hazel, appelant à une action draconienne contre les pillards. Je trouve cela très difficile de faire toutes sortes de distinctions éthiques entre la tricherie sur ses dépenses de Blears ou l'évasion fiscale, et le vol direct mené par les pillards.

Le premier ministre ne semble pas avoir compris que quelque chose puait dans le débat aux Communes hier. Il a parlé de la morale, mais seulement comme quelque chose qui ne s'applique qu'aux pauvres : « Nous allons restaurer un sentiment plus fort de la morale et la responsabilité - dans chaque ville, dans chaque rue et dans chaque domaine. » Il ne semblait pas comprendre que cela devrait s'appliquer également aux riches et aux puissants.

La vérité tragique, c'est que M. Cameron à lui-même échoué à ce test. Il a à peine six semaines il s'est présenté sur un ton enjoué à la « News International Summer Party », alors que ce groupe de médias faisait l'objet non pas d'une mais de deux enquêtes de police. Encore plus notoirement, il a accordé un poste senior à Downing Street à l'ancien éditeur des Nouvelles du Monde, Andy Coulson, même s'il savait à l'époque que Coulson avait dû démissionner suite à des actes criminels commis sous sa direction. Le Premier ministre a excusé son erreur de jugement en proclamant que « tout le monde mérite une seconde chance ». C'est très révélateur qu'hier, il ne parlait pas de deuxième chance et promettait un châtement exemplaire pour les émeutiers et les pillards.

Ces doubles standards de Downing Street sont symptomatiques de doubles standards répandus au sommet de notre société. Il convient de souligner que la plupart des gens (y compris, je sais, les lecteurs Telegraph) continuent à croire en l'honnêteté, la décence, à travailler dur, et à donner à la société au moins autant qu'ils en ont obtenu.

Mais il y a ceux qui n'ont pas ce sens moral. Certes, les jeunes dits sauvages semblent insensibles à la décence et à la moralité. Mais les riches aussi sont vénaux et puissants - un trop grand nombre de nos banquiers, de footballeurs, d'hommes d'affaires fortunés et de politiciens.

Bien sûr, la plupart sont intelligents et assez riches pour s'assurer qu'ils respectent la loi. On ne peut pas en dire autant des jeunes, des hommes et des femmes et sans espoir ni aspiration, qui ont provoqué le chaos ces derniers jours. Mais les émeutiers ont cette défense: ils suivent juste l'exemple donné par les figures supérieures et respectées de la société. Gardons à l'esprit que beaucoup de jeunes dans nos centres-villes n'ont jamais été formés à des valeurs décentes. Ils n'ont jamais connu que la barbarie. Nos politiciens et les banquiers, au contraire, ont souvent fréquenté de bonnes écoles et d'excellentes universités et ont eu toutes leurs chances dans la vie.

Quelque chose va terriblement mal en Grande-Bretagne. Si nous voulons affronter les problèmes qui ont été exposés la semaine dernière, il est essentiel de garder à l'esprit qu'ils n'existent pas seulement dans les cités du centre-ville.

La culture de la cupidité et l'impunité qui s'étale sur nos écrans de télévision s'étend jusque dans les conseils d'administration des entreprises et le Gouvernement. Il embrasse la police et une grande partie de nos médias. Ce n'est pas seulement sa jeunesse en détresse qui a besoin d'une réforme morale, mais la Grande-Bretagne elle-même.